

**DISCOURS DE  
DR SALIM AHMED SALIM,  
LE PRESIDENT DE LA FONDATION MWALIMU  
NYERERE À LA 36ème CONFERENCE ANNUELLE ET  
L'ASSEMBLEE GENERALE  
DE L'ORGANISATION AFRICAINE D'ASSURANCE,  
LE 25 MAI 2009 À UBUNGO PLAZA, À DAR ES SALAAM.**

**LE ROLE DES DECIDEURS FACE AUX DEFIS D'ACCES AUX  
SERVICES D'ASSURANCE EN AFRIQUE.**

**Le 25 mai 2009  
à Dar es Salaam.**

**DISCOURS DE Dr SALIM AHMED SALIM,**  
**LE PRESIDENT DE LA FONDATION MWALIMU NYERERE**  
**A LA 36ème CONFERENCE ANNUELLE ET ASSEMBLEE GENERALE DE**  
**L'ORGANISATION AFRICAINE D'ASSURANCE,**  
**LE 25 MAI 2009 A UBUNGO - PLAZA, A DAR ES SALAAM.**

**LE ROLE DES DECIDEURS FACE AUX DEFIS D'ACCES AUX SERVICES  
D'ASSURANCE EN AFRIQUE.**

**Monsieur le Président,**

**Les honorables ministres,**

**Le Président de L'Organisation Africaine d'Assurance,**

**Distingués Délégués,**

**Mesdames et Messieurs.**

C'est un grand honneur pour moi d'être invité à cette conférence très importante et d'avoir l'opportunité de m'adresser à vous. Une fois encore, je voudrais répéter d'un ton incroyable le message de bienvenu présenté par notre premier ministre, et aussi augmenter qu'étant que Tanzaniens, nous attachons une très grande importance aux rencontres PanAfricaines de cette nature. Des rencontres comme celles-ci, nous donnent un sens d'encouragement et de satisfaction parce qu'ils constituent des événements déterminants dans notre recherche collective d'accomplir les idéals de l'intégration africaine. En effet, cela se voit très bien que vous avez voyagé de différentes parties de notre continent, et du monde en général, pour venir

ici et discuter ensemble à propos de ce sujet qui préoccupe tout le monde et qui n'est rien d'autre que les défis d'accès aux services d'assurance en Afrique.

Ceci est une coïncidence très heureuse et très significative que vous allez commencer vos délibérations en cette date du 25 mai – **Journée**

**Africaine**. Au moment où quelques parties de notre continent étaient encore sous la domination coloniale et le racisme, la **Journée Africaine** était considérée dans le continent comme une occasion de promouvoir l'unité et la solidarité parmi notre peuple et par-dessous tout renforcer la lutte pour la libération. Maintenant, dans les séquelles de la fin du colonialisme et de l'Apartheid, cette journée continue à être observée et respectée, en célébrant les exploits ou les accomplissements déjà faits, mais le plus important est la meilleure réflexion dont comment l'Afrique peut survivre les défis contre l'unité et l'intégration économique; comme tous ensemble, nous confrontons les caprices de maladie de la pauvreté et le sous-développement, contre la toile de fond d'un monde où l'interdépendance et la globalisation accroissent à toute vitesse.

Je voudrais rendre hommage à la direction de l'Organisation Africaine d'Assurance et en particulier, aux organisateurs de cette Assemblée Générale. Il a été porté à ma connaissance que ceci est la 36<sup>ème</sup> fois que vous vous réunissez sous les auspices de votre organisation. Pour moi, comme étant l'Ancien Secrétaire Générale de notre comité continental prééminent, présentement Union Africaine; ceci veut dire essentiellement qu'en se souvenant des années 70, votre industrie avait déjà commencé à faire un pas vers la réalisation du rêve de notre peuple qui n'est autre que l'encouragement à la coopération, l'intégration et l'unité entre nos pays. Je vous demande de soutenir et de considérer ce dynamisme.

**Monsieur le Président**

**Distingués Délégués.**

Ce rassemblement se déroule à un moment où le monde en général, et le continent africain inclus, passe à travers des conditions sérieuses de turbulence. Une crise financière globale a déclenché un relenti économique qui a détruit les exploits significatifs atteints durant les deux dernières décennies. En effet, la situation aussi nous contraint de re-examiner les bases

fondamentaux du développement de la gestion du côté à la fois macro et industrie; et même au niveau individuel de citoyens africains.

Dans un sens lointain, c'est le commencement de ce qui a tourné maintenant à devenir un problème économique global et, probablement même, une crise sociale. Mais si nous devons être plus spécifique, c'est une crise financière dont l'origine était dans le domaine de la gestion d'accès aux instruments financiers. Les effets de contagion d'une mauvaise gestion dans le secteur comme celui d'emprunt pour le logement, à l'intérieur d'un système complexe de liens financiers, a fini par créer déjà des dégâts universels dont la magnitude est sans précédent. Il y a plus de 60 ans que le monde n'a pas connu un tremblement pareil.

Le thème de votre conférence n'est pas seulement ainsi un complément à une simple rencontre générale annuelle mais aussi c'est une réflexion stratégique que vous êtes obligés d'entreprendre comme une industrie, spécialement à cette conjoncture particulière du développement du monde.

J'ai été demandé de partager mes réflexions sur ce problème particulier : « *le rôle des responsables face aux défis d'accès aux services d'assurance en Afrique.* » Je vais limiter mes remarques à l'application de la notion des responsables aux concernés, à l'intérieur du gouvernement et ses différents comités de réglementation ; contrairement aux décideurs à l'intérieur de l'industrie; à l'exemple des comités directeurs. Certainement, même à l'intérieur de cet espace restreint, il reste une grande vision d'action et une influence en termes qui conditionnent l'élargissement de la politique du cadre de développement national, en régularisant et motivant le fonctionnement de l'industrie ,et aussi en élargissant et en intensifiant l'accès aux services.

C'est complètement évident, le fait que vous consacrez cette 36<sup>ème</sup> conférence à parler de défis d'accès. Cela indique que tout ne va pas bien complètement. Et malheureusement, tel en est le cas. Je suis informé que dans notre continent de plus de 800 millions d'habitants, moins de 50 millions ont l'accès aux services d'assurance ; et la majorité d'entre-deux sont dans la municipalité, et ils sont principalement des propriétaires urbains. J'ai comme idée que même la majorité de ces propriétaires sont contraints, par la loi, d'acquérir l'assurance comme les propriétaires de

véhicules. De la même façon, par rapport au Rapport de Stigma, fait par SWISS Re, en termes du marché mondial d'assurance en 2007, l'Afrique avait une contribution misérable de 1,3%. Ceci en comparaison avec 41,1% en Europe, 32,8% en Amérique du nord ; 20,7% en Asie ; 2,2% en Amérique Latine et 1,7% en Océanie. Ces chiffres démontrent que le continent africain est le plus petit joueur comparativement aux autres continents dans le monde. En fin de compte, si la croissance d'accès ne donne pas seulement directement des bénéfices aux consommateurs individuels, mais elle contribue à la croissance économique mondiale. Alors, le secteur d'assurance africain n'a pas complètement exploité ses potentiels.

La possibilité d'avoir des services d'assurance est, essentiellement, pour la stabilité de l'économie parce que parmi d'autres choses, elle fait que les assurés dans son enceinte acceptent des risques très exaspérants.

L'assurance joue aussi un rôle important en accroissant une circulation intense interne d'argent et en créant une grande quantité de capitaux qui sont placés sur le marché capital, et ainsi contribuer à la croissance économique.

A une plus grande échelle, l'industrie d'assurance, quand elle est bien gérée, elle aide à sensibiliser les épargnes, à baisser les prix du capital ; et à assurer l'avenir de la gestion des risques et de la liquidité.

A cette grande échelle ; donc, un grand projet pour nos gouvernements est de développer des régimes de politique dynamique et des stratégies qui articulent le rôle critique de l'assurance dans le développement national. Plus spécifiquement, la modalité d'assurer comment l'industrie est en train de contribuer aux besoins des unités de commerce et aux propriétés privées dans les besoins de médiation financière, qui représente un composant critique de police de régimes. Cela sera intéressant, tout au cours des délibérations, de savoir combien de pays, dans notre continent, ont développé des politiques pareils, à part la promulgation de la loi d'assurance. Ceci est un grand intervalle, parce que les compagnies d'assurance, toutes ensemble avec les mutuels et les fonds de pension, aussi bien que les banques, ont des potentiels d'être des grands acteurs dans le développement économique national. Ils ont une large vision au-delà du commerce et de notion spéculative de collection de primes et de demandes d'indemnité, avec l'espoir qu'un équilibre positif va revenir.

L'éradication de la pauvreté est la force majeure d'à peu près tous nos programmes stratégiques nationaux. Depuis la décennie dernière, tous nos pays se sont engagés à l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour

le développement. Il ne sert à rien de répéter encore que la condition la plus débilite de la pauvreté n'est pas seulement la déficience d'entrée, mais plus sévèrement, c'est l'incapacité d'aller ensemble avec la vulnérabilité et l'incertitude, aussi bien que l'incapacité de gérer les risques. Les calculs des revenus par habitant peuvent être impressionnants. Ils relèvent même une tendance positive, en termes d'allègement de la pauvreté. Cependant, si des revenus pareils sont irréguliers et imprévisibles, ils ont tendance à détériorer l'habilité de la personne pauvre de s'en sortir de ce cercle vicieux de la pauvreté.

L'industrie d'assurance peut contribuer à accélérer l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le développement. En réduisant la vulnérabilité et l'incertitude, l'industrie peut disposer des fonds qui permettront à la majorité de la population africaine de bénéficier de l'accès aux services élémentaires d'une manière continue.

Les arrangements novateurs en général, ensemble sur l'assurance générale et l'assurance de commerce à long terme ont, d'une façon ou d'autre, confirmé que c'est possible d'augmenter l'accès à l'amélioration du bien-être de notre population en utilisant les facilités d'assurance.

Le problème clé de la politique dans ce cas est que, pendant que les gouvernements tendent à se concentrer sur les efforts à promouvoir le développement économique ; comme stratégie pour atteindre ces buts, ils doivent reconnaître que les bénéfices peuvent vite se perdre quand les vulnérables assurés font face à une perte ou à une crise. C'est ainsi nécessaire de mettre les efforts ensemble pour donner du tonus à la productivité, avec les efforts correspondants à amener la protection à travers l'assurance. La protection contre les risques est le droit de tout citoyen. Ainsi, c'est la responsabilité de l'état d'utiliser tous les moyens possibles pour convaincre le public et pour créer un environnement dans lequel un accès équitable à la protection sociale est encouragé.

La gestion de risque au niveau de propriétaire aussi bien qu'au niveau macro reconnu est un défi important qui a besoin d'être présenté au niveau de la police d'assurance. Quand cela est bien présenté, le système d'assurance peut réduire l'incertitude et la volatilité reliées à la santé, au désastre naturel, crime, violence, accidents, et aussi quelques aspects se rapportant à la fluctuation atmosphérique. De la même façon, au niveau d'entreprise, les achats, la possession, et la vente des biens, des capitaux, et des services peuvent être facilités par les indemnisations de l'assurance.

Dans ce sens, l'industrie peut accroître le commerce, le transport et même l'emprunt du capital ; tous ceux qui sont les facteurs soulignés pour l'amélioration des conditions de vie et, ainsi alors, atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) , établis par les Nations Unis en 2000, fournissent plus de 40 indicateurs comptables pour supporter le progrès effectué envers l'économie globale et le développement social pour 2015. Les OMD, comme vous le savez tous, travaillent comme un cadre de développement qui aide à attirer l'attention des décideurs, des donateurs et des praticiens de développement sur les objectifs les plus critiques. Certains OMD pourraient être plus réalisables si l'assurance était largement connue parmi la population pauvre. L'assurance maîtrisée peut aider à réduire la proportion de la population qui souffre de la famine et dont le revenu annuel est moins d'un dollar par jour.

Au moment où les gouvernements tendent à se concentrer sur les efforts à promouvoir le développement économique comme étant une stratégie pour atteindre ces objectifs; ils doivent reconnaître que les propriétaires vulnérables sont en face d'une perte ou d'une crise. C'est nécessaire de

mettre ensemble les efforts pour augmenter de tonus de la productivité avec des efforts correspondants à promouvoir la protection à travers l'assurance.

Il y a aussi une autre façon de réduire la pauvreté que l'industrie d'assurance peut faire à part de transfert d'élément de risque.

## **Monsieur le Président**

### **Distingués délégués**

C'est dans les opérations d'investissement, où le rôle de l'industrie d'assurance, en contribuant dans la croissance économique et en améliorant l'aide sociale de la population africaine, peut être considérablement réalisée. Le processus qui permet les fonds existants à devenir les biens de l'assuré dans les marchés financiers et d'autres opportunités d'investissement, fournissent un puissant dynamisme à la création de richesse pour tous et à l'extirpation de pauvreté.

L'accès croissant aux avantages de ce dynamisme fournira de levier le plus puissant pour améliorer le bien-être de notre population.

C'est ce levier qui augmente l'horizon d'investissement, augmente le volume d'investissement, approfondit les marchés financiers ; et améliore l'efficacité des marchés financiers.

Tous ces résultats dépendent des primes accrues à réaliser ; et les avantages pour nos économies nationales deviennent significatifs s'ils atteignent la couche plus grande de la population.

Ce que j'essaye de proposer jusqu'à ce point, c'est l'accès croissant aux services d'assurance ayant des avantages multiples à la macro économie, et améliorant le bien-être de différents propriétaires.

Dans ces deux sphères, les décideurs politiques ont un rôle important à jouer. Certainement, indépendamment du problème de formulation de la politique qui doit être abordée, la tâche la plus pressante est de faciliter l'accès pour les 95% de la population, qui sont complètement exclus de ce service.

Quand nous recherchons la raison étant à la base de cette situation, tout à fait souvent, les facteurs identifiés tendent à être dominés , la

plupart du temps, par des déformations structurales et institutionnelles, dont beaucoup peuvent être rectifiées si nous sommes déterminés d'arriver au but. Une proposition telle que le manque d'une culture d'épargne, est vraiment un lieu anthropologique qui n'a jamais eu de base solide.

De même, les observations telles que la connaissance insuffisante du consommateur, les produits inadéquats, ou une distribution incertaine, sont toutes les déformations institutionnelles et opérationnelles reconnues, qui doivent être corrigées. J'espère que votre conférence parlera des causes de la portée étroite du secteur d'assurance dans le continent. Nous ne devrions pas être satisfaits par les raisons spontanées telles que la dominance du secteur non structuré dans nos sociétés, excluant des transactions modernes comme l'assurance, ou que l'accès est freiné par le revenu bas de notre peuple.

Je m'empresse de préciser que, de plus en plus, dans les mêmes groupes de population qui sont exclus par les grandes institutions financières, des mécanismes ingénieux se développent qui s'avèrent très sophistiqués et efficaces dans le secteur du micro financement. Il est donc pressant et critique que les décideurs politiques,

fonctionnant avec l'industrie, recherchent les moyens d'élargir la portée, en particulier en permettant l'accès aux gens à revenu faible dans, aussi bien les secteurs ruraux que les zones urbaines. Le développement des plans de protection sociale, des divers genres d'incitations, aussi bien que les mécanismes de normalisation, peuvent être employés pour surmonter certains des étranglements, qui font que les services d'assurance dans le continent demeurent des produits d'un certain élite.

Un autre rôle important du gouvernement est le contrôle et la surveillance de l'industrie. En tant qu'institution financière, l'assurance exerce des répercussions sérieuses à l'économie et à la société. Les faits qu'il s'occupe de beaucoup de clients, impliquant un grand nombre de fonds qui sont liés à d'autres secteurs, rendent nécessaire une surveillance plus étroite de ses opérations. La tâche est rendue bien plus critique parce que c'est une industrie qui traite le risque de nature à court terme et à long terme. La capacité du gouvernement à contrôler et à superviser est alors très importante ; en s'assurant que les mesures nécessaires sont prises pour élargir la notion d'assurance.

En préparant ce discours, j'ai demandé une copie de rapport d'exploit du Département de Supervision d'Assurance en Tanzanie. Bien que je ne suis pas un expert en cette matière, j'ai été surpris par les mesures qui ont prises pour améliorer la supervision de l'industrie.

C'est à travers le renforcement de la capacité de supervision, que le menace de corruption et de fraude en relation avec le secteur d'assurance peut être réduit et voir éliminé; et ainsi faisant les coûts d'assurance accessibles et raisonnables à tout le monde. En travaillant dans le but de donner une meilleure l'image à l'industrie, son image va beaucoup s'améliorer. Les retards à honorer les revendications, les pratiques frauduleuses, et quelques cas de faillites dûs à une mauvaise gestion, font parti ; même si cela ne se fait pas sentir un peu partout; et ont contribué à la destruction de la bonne image de cette industrie.

Effectivement, le gouvernement travaillant ensemble avec les parties prenantes, peut changer cette situation et augmenter une sensibilisation positive, au sein de la population, sur les potentiels de l'assurance.

La recherche, l'information et le renforcement de la capacité accrue sont aussi quelques initiatives de plus que le gouvernement peut poursuivre pour supporter cette industrie. Il peut soutenir les universités et les institutions de recherche à poursuivre des enquêtes analytiques qui sont utiles à répondre aux besoins du secteur, et à développer des modèles et le cadre qui peut faciliter à surmonter quelques obstacles à l'accès. En même temps, faciliter les relations au donateur et financement international pouvaient supporter directement ou indirectement les agents d'assurance pour que ces derniers puissent atteindre les citoyens les plus démunis dans le marché d'assurance.

**M. le Président,**

**Mesdames et Messieurs,**

Vous êtes protecteurs d'un secteur important pour le développement de notre continent et sa population. C'est un secteur qui a beaucoup de potentiel dont la plus part n'est pas encore utilisée. La modernisation de capacité de production en Afrique ne peut pas être complètement faite sans une relance de l'industrie d'assurance. Un attribut majeur marquant dans ceci est sa sensibilisation au sein de la population selon leurs différents secteurs.

Au moment qu'il y a beaucoup de chose que l'industrie d'assurance dans sa capacité peut faire pour épanouir ses actions parmi les institutions financières et ainsi toucher un plus grand nombre de gens, le rôle du gouvernement reste très indispensable. Au lieu seulement de faire attention aux méthodes de contrôle et de supervision, il est impératif que les gouvernements, dans ce continent, respectent ce qui a été promulgué différemment dans tous les pays africains, comme l'évolution de l'industrie d'assurance vers un agent fort et compétitif pour la mobilisation nationale, l'épargne et la canalisation des investissements pour le développement. Le secteur doit se transformer en moteur efficace pour la croissance économique.

Pour réaliser tout ce qui a été mentionné ci-dessus, une politique nationale bien élaborée présentant le rôle de ce secteur dans le développement national, avec une stratégie correspondante, est une obligation très urgente dans chacun de nos pays. Finalement, telles stratégies doivent se baser le plus sur le rapport des liens et l'intégration au sein de nos pays. Et ceci est un rôle qu'une institution comme l'Organisation Africaine d'Assurance peut faire efficacement.

Je vous remercie vous tous.